



COMMUNIQUE INTERNE

Paris, le 21 janvier 2025

Budget 2025 : nouvelle saignée pour les agents publics

Le Premier ministre François Bayrou ferait un "geste" en faveur des fonctionnaires et agents publics en renonçant à imposer 3 jours de carence dans la Fonction publique, contrairement aux choix précédents de BARNIER- KASBARIAN.

Cette décision du Premier ministre, décision logique tant la motivation pour la justifier par l'ancien ministre KASBARIAN était indigente, injuste et stigmatisante, ne peut en aucun cas être considérée comme une avancée. En réalité, on a simplement évité un recul des droits.

Les fonctionnaires continuent d'avoir un jour sec de carence, non compensé, contrairement à ce qui se pratique dans une grande partie du secteur privé.

Par ailleurs, la mesure qui impacte le plus les fonctionnaires, puisqu'elle est estimée à près d'1 milliard d'euros de coupe budgétaire, reste la réduction de 10 % de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie. Or, celle-ci est maintenue par le Premier ministre. Ainsi, les difficultés financières vont s'ajouter à la maladie. C'est la double peine.

De plus, l'année blanche pour 2024 demeure une ligne rouge pour FO Fonction publique ; cette mesure a encore nettement accentué le décrochage de la valeur du point d'indice par rapport à l'inflation. Aujourd'hui, pour retrouver la même valeur qu'au 1^{er} janvier 2000, il faudrait une augmentation de 31.5%.

L'effondrement de la valeur du point d'indice tasse la grille et remet en cause les carrières et la reconnaissance des qualifications à travers les catégories A, B et C. C'est la smicardisation des agents publics !

Encore plus grave, le gel du point d'indice semble confirmé pour 2025, ce qui ferait une 2^{ème} année blanche après 2024.

La GIPA reste remise en cause pour 2024 et nous ignorons toujours l'éventuelle nouvelle disposition qui pourrait la remplacer, sauf à craindre qu'elle ne réduise encore plus le nombre de bénéficiaires.

Bien que FO Fonction publique ait réaffirmé ses revendications prioritaires en matière de rémunération tant auprès du Premier ministre qu'auprès du ministre de la Fonction publique :

- revalorisation du point d'indice des fonctionnaires de 10 % ;
- ouverture des négociations pour améliorer la grille indiciaire ;

aucune de ces revendications n'a malheureusement été prise en compte.

Le PLF (Projet de Loi de Finances) 2025, c'est aussi l'austérité imposée aux collectivités qui conduit à programmer la suppression de 100 000 emplois dans la Fonction Publique Territoriale.

Enfin, l'ONDAM (Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie) hospitalier, contenu dans le PLFSS (Projet de Loi de financement de la Sécurité Sociale), va faire subir une nouvelle année de galère à notre système de soins. Les fermetures de lits et toutes les mesures de restrictions vont continuer à dégrader les conditions de travail des personnels hospitaliers.

En l'état, FO Fonction publique mettra tout en œuvre pour faire aboutir ses revendications, par tous les moyens, y compris la grève.